

§ 4. Le matériel destiné au juge d'instruction et au témoin anonyme comprendra en outre un enregistreur permettant de reproduire la communication entre les deux types de matériel avant qu'ait lieu le cryptage et après que la voix du témoin ait été déformée. Cet appareil enregistrera en outre les signaux déformés du témoin ainsi que les signaux normaux du juge d'instruction et des autres parties présentes à l'audition.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

§ 4. De apparatuur voor de onderzoeksrechter en de anonieme getuige bevat tevens een opnametoestel dat de communicatie tussen de twee types apparatuur weergeeft vooraleer de encryptie plaatsgrijpt en na vervorming van de stem van de getuige. Dit toestel neemt tevens de vervormde signalen van de getuige en de normale signalen van de onderzoeksrechter en de andere partijen aanwezig bij het verhoor op.

Art. 6. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE, SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 1514

[C — 2003/21092]

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal portant modification de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente et de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Contexte et objectif du présent arrêté

L'arrêté royal qu'on soumet à Votre signature a comme objet d'adapter différentes lois dans le cadre de l'implémentation des projets « Déclaration Electronique Unique Starters » (DEUS) et « Banque-Carrefour des Entreprises ».

Afin de faire évoluer le E-portail des autorités fédérales vers un portail transactionnel le choix s'est porté sur la mise à disposition d'un certain nombre de transactions via le portail dans le courant de 2003.

Un de ces projets consiste à développer DEUS pour deux secteurs, à savoir le secteur horeca et le secteur des intermédiaires de crédit.

Les procédures suivantes ont été entre autre retenues :

- inscription des intermédiaires de crédit (SPF Economie);
- déclaration 240V aux Accises (SPF Finances) : taxe de patente sur les débits de boissons spiritueuses;
- demande d'une licence C : exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III (Commission des jeux de hasard- SPF Justice).

Comme déjà mentionné un certain nombre de lois doivent être adaptées.

Conformément à l'article 73 et ss. de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, des lois existantes peuvent être modifiées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres (arrêté-cadre), après avis de la Commission de coordination créée conformément à cette loi, afin d'harmoniser les règles en matière d'identification des entreprises.

Les arrêtés pris en exécution de la disposition légale susmentionnée doivent être confirmés par le législateur endéans les deux ans de leur publication au *Moniteur belge* au risque de cesser d'être en vigueur.

En outre, l'article 409 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 autorise que des dispositions légales en vigueur puissent être abrogées, complétées ou modifiées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres afin de permettre la communication électronique entre, d'une part, les citoyens et les entreprises et, d'autre part, les pouvoirs publics.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 1514

[C — 2003/21092]

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht en van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Situering en doel van dit besluit

Het koninklijk besluit dat wij U ter ondertekening voorleggen strekt ertoe diverse wetten aan te passen in het kader van de uitvoering van de projecten « De Elektronische Unieke Startersaangifte » (DEUS) en « Kruispuntbank van Ondernemingen ».

Om de E-portal van de federale overheid verder uit te bouwen tot een transactioneel portaal werd geopteerd om een aantal transacties in de loop van 2003 beschikbaar te stellen via de portal.

Een van de projecten die werd weerhouden bestond uit de ontwikkeling van DEUS voor twee sectoren, nl. de horeca en de kredietbemiddelaars.

Volgende procedures werden onder andere weerhouden :

- inschrijving kredietbemiddelaar (FOD Economie);
- aangifte 240V bij de Accijnzen (FOD Financiën) : vergunningsrecht op het verstrekken van sterke drank;
- aanvraag voor een licentie C : uitbating van een zaak met kansspelen van klasse III (Kansspelcommissie – FOD Justitie).

Zoals reeds vermeld, dienen een aantal wetten aangepast te worden.

Overeenkomstig artikel 73 e.v. van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, kunnen bestaande wetten bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit (kaderbesluit), na advies van de overeenkomstig deze wet opgerichte Coördinatiecommissie, gewijzigd worden teneinde de regels inzake de identificatie van ondernemingen te harmoniseren.

De besluiten die in uitvoering van bovenvermelde wettelijke bepaling genomen werden, moeten wel binnen de twee jaar na hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad* door de wetgever bekrachtigd worden, zoniet houden zij op van kracht te zijn.

Bovendien machtigt artikel 409 van de programmawet (I) van 24 december 2002 de Koning om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de van kracht zijnde wettelijke bepalingen op te heffen, aan te vullen of te wijzigen teneinde de elektronische communicatie tussen de burger en de ondernemingen, enerzijds, en de overheid, anderzijds,

A cet effet, les arrêtés peuvent entre autre permettre, à côté des procédures administratives actuelles, l'accomplissement de diverses formalités administratives et l'adaptation des procédures et formulaires administratifs pour lesquels des données sont déjà disponibles auprès des pouvoirs publics afin d'éviter que les données à la disposition des autorités ne doivent être fournies de nouveau (exécution du principe de la collecte unique des données).

Les arrêtés pris en vertu de cette loi-programme doivent être confirmés par la loi endéans les 12 mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge*.

Vu notamment le fait qu'il est impossible de faire la distinction entre ces deux articles servant de base au présent arrêté, l'on veillera, comme le Conseil d'Etat le suggère dans son avis, à ce que l'arrêté soit confirmé par la loi au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

En outre, il doit être tenu compte également de la date fixée pour la dissolution du parlement, de la procédure à respecter lors du recours à un arrêté-cadre ainsi que des informations à fournir à cet effet au Parlement.

Les adaptations apportées aux lois existantes par le présent arrêté se limitent aux objectifs suivants : simplifier les procédures concernées, permettre leur demande "on line" et les aligner sur la loi portant création de la Banque-Carrefour des Entreprises (création d'un numéro d'entreprise, radiation des mentions aux extraits du registre du commerce, ...) sans qu'il soit touché aux principes énoncés dans les dispositions concernées.

Les modifications reprises dans le présent projet s'inscrivent parfaitement dans la ligne de la politique de simplification définie par le Gouvernement. Elles permettent la réalisation du principe de la collecte unique des données par le recours au numéro d'entreprise unique de la Banque-Carrefour des Entreprises. En outre, la possibilité est offerte aux entreprises concernées d'exécuter ces procédures par voie électronique via le portail fédéral. Que la procédure se déroule par voie électronique, sur papier ou par l'intermédiaire d'un guichet d'entreprises, les entreprises seront exemptées de l'obligation d'annexer un certain nombre d'attestations des autres autorités fédérales.

Dans un but de simplification administrative évident et en vue de réaliser une administration « paperless », il est proposé de permettre aux fonctionnaires habilités de consulter on line le registre pénal central afin de supprimer l'obligation de joindre à la déclaration les certificats de bonne vie et mœurs et assimilés. Cependant, afin de respecter les dispositions en matière de protection de la vie privée, cette consultation se ferait de manière restreinte : les administrations ne seront informées que sur les personnes et sur les infractions reprises dans leurs législations respectives.

Enfin, l'approche suivie permet d'envisager les procédures en question en partant du point de vue des « starters » (in casu, le secteur de l'horéca et le secteur des intermédiaires de crédit) et non plus de celui des services publics.

2. Motivation de l'urgence

L'avis de la section de législation du Conseil d'Etat a été demandé en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

FEDICT a déjà effectué, sur le plan technique, toutes les analyses et préparatifs dans les limites des moyens budgétaires octroyés à cet effet. La programmation des applications concernées est en cours. Dans le courant du mois de mai, les applications en question pourront être testées afin d'être proposées dès le 1^{er} juillet 2003 via le portail fédéral transactionnel.

En outre, cet arrêté, revêtu de Votre signature, doit être transmis aux Présidents de la Chambre et du Sénat avant sa publication. Cette procédure doit être finalisée avant la dissolution des Chambres.

Afin d'éviter de mettre en péril la continuité administrative et étant donné que les différentes procédures administratives doivent être mises en concordance de manière coordonnée et qu'il faut éviter de perdre tout ou partie des investissements déjà réalisés, l'avis du Conseil d'Etat a été demandé dans un délai ne dépassant pas trois jours.

3. Analyse des différents chapitres du présent arrêté

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation (articles 1^{er} à 5)

Les dispositions proposées visent à simplifier les formulaires de demande relatifs à l'agrément en tant que prêteur ou à l'inscription en tant qu'intermédiaire de crédit. Elles prévoient dès lors le remplacement de la clause de l'engagement personnel figurant dans ces formulaires par une obligation légale générale.

mogelijk te maken. Hiertoe kunnen o.a. naast de bestaande administratieve werkwijzen, het vervullen van allerlei administratieve formaliteiten en procedures alsook formulieren aangepast worden zodat gegevens waarover de overheid beschikt niet langer door de ondernemingen moeten worden verstrekt (uitvoering van het principe van unieke verzameling van gegevens).

De besluiten genomen krachtens deze programmawet dienen binnen de 12 maanden na hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad* bij wet bekrachtigd te worden.

Precies omdat het onmogelijk is om het onderscheid te maken tussen beide artikelen waarop dit besluit steunt, zal, zoals de Raad van State in zijn advies suggereert, erover gewaakt worden dat het besluit bij wet bekrachtigd wordt uiterlijk de eerste dag van de twaalfde maand volgend op deze van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Tevens dient rekening gehouden te worden met de vastgestelde datum van de ontbinding van het parlement, de na te leven procedure bij het opstellen en het goedkeuren van een kaderbesluit, en de in dit verband te verstrekken informatie aan het Parlement.

De door dit besluit aangebrachte aanpassingen aan de bestaande wetten beperken zich tot de volgende doelstellingen : de betreffende procedures vereenvoudigen, de aanvraag ervan "on line" mogelijk maken en ze in overeenstemming brengen met de wet houdende oprichting van de Kruispuntbank van Ondernemingen (invoering ondernemingsnummer, schrapping vermeldingen uittreksels handelsregister, ...), zonder dat aan de in de betreffende regelgevingen opgenomen principes geraakt wordt.

De in dit ontwerp vervatte wijzigingen kaderen volledig in het door de Regering uitgestippelde vereenvoudigingsbeleid. Ze laten toe het principe van de unieke inzameling van gegevens te realiseren door gebruik te maken van het uniek ondernemingsnummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen. Daarnaast wordt aan de betrokken ondernemingen de mogelijkheid geboden deze procedures elektronisch in te dienen via de federale portal. Ongeacht of de procedure elektronisch, op papier of via een ondernemingsloket wordt ingeleid, worden de ondernemingen bovendien vrijgesteld van de verplichting een aantal attesten van andere federale overheden bij te voegen.

Met het oog op de administratieve vereenvoudiging en het realiseren van een « papierloze » administratie, wordt voorgesteld om de gemachtigde ambtenaren het centraal stafregister on line te laten raadplegen teneinde de verplichting af te schaffen om bij een aanvraag het bewijs van goed zedelijk gedrag of een gelijkwaardig document voor te leggen. Teneinde de bepalingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te respecteren zal deze raadpleging slechts op een beperkte wijze kunnen gebeuren : de administraties zullen slechts informatie ontvangen met betrekking tot personen en de inbreuken opgenomen in hun wetgeving.

Tenslotte worden door de gevolgdde aanpak de betrokken procedures aangeboden vertrekkende vanuit het standpunt van de startende onderneming (in casu horecasector en kredietbemiddelaars) en niet langer vanuit het standpunt van de overheidsdienst.

2. Motivering van de hoogdringendheid

Het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State werd gevraagd met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Door FEDICT werden immers op technisch vlak, binnen de daartoe voorziene budgettaire middelen, reeds alle analyses en voorbereidingen getroffen. De programmering van de betreffende toepassingen is momenteel lopende. In de loop van de maand mei zullen de betrokken applicaties in test kunnen gaan, om vervolgens op 1 juli 2003 aangeboden te worden via de transactionele federale portal.

Daarnaast moet dit besluit, door U ondertekend, nog vóór de bekendmaking meegedeeld worden aan de Voorzitters van Kamer en Senaat. Wat uiteraard nog moeten kunnen gebeuren vóór de ontbinding van het Parlement.

Teneinde de administratieve continuïteit niet in gevaar te brengen, gezien verschillende administratieve procedures op een gecoördineerde wijze op elkaar moeten afgestemd worden en tenslotte om te beletten dat de reeds uitgevoerde investeringen geheel of gedeeltelijk verloren zouden gaan, werd het advies van de Raad van State gevraagd binnen een termijn van drie dagen.

3. Bespreking van de verschillende hoofdstukken van dit besluit

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet (artikelen 1 tot 5)

De voorgestelde bepalingen moeten toelaten de aanvraagformulieren met betrekking tot de erkenning als kredietgever of de inschrijving als kredietbemiddelaar te vereenvoudigen. De verbintenissen opgenomen in deze aanvraagformulieren worden vervangen door wettelijke verplichtingen.

La mention du numéro d'entreprise suivi du nom et de l'adresse de l'administration de surveillance compétente auprès du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes & Energie a pour but de remplacer à terme le numéro d'inscription ou d'agrément actuel tout en signalant directement au consommateur l'administration de surveillance à laquelle il peut s'adresser.

Cette dernière mention est par ailleurs expressément prévue dans la Directive 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et modifiant les directives 90/619/CEE, 97/7/CE et 98/27/CE du Conseil.

En vertu de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central et de l'article 28 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central, les agents du service compétent bénéficient d'un accès direct au Casier judiciaire central.

Afin d'organiser pratiquement cette consultation, une extension de l'article 28 précité est nécessaire.

Dans un proche avenir, le Casier judiciaire central devrait pouvoir être consultable en ligne. Cependant, si cette consultation rapide n'est pas possible pour des raisons techniques ou autres, le texte proposé permet aux agents concernés n'ayant pas cet accès, de s'adresser directement à l'intéressé afin de lui demander un certificat de bonne vie et mœurs ou un document semblable. La même disposition est prévue pour le contrôle des administrateurs de nationalité étrangère qui ne figurent évidemment pas dans le Casier judiciaire central.

Dans son avis, le Conseil d'Etat remarque que les modifications de l'article 14 de la loi du 12 juin 1991 n'ont pas trait au § 2, mais bien au § 3. Ceci est correct, mais lors de l'élaboration du présent arrêté, il était déjà tenu compte des modifications apportées à l'article 14 par le projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, devenu la loi du 24 mars 2003. Ainsi, le § 2 a été abrogé et les autres paragraphes ont été renumérotés.

CHAPITRE II. — Modifications à la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur (article 6)

Les modifications proposées sont analogues à celles présentées pour le crédit à la consommation. Il s'agit de l'utilisation du numéro d'entreprise.

CHAPITRE III. — Modifications à la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente (articles 7 à 13)

Les obligations incombant au contribuable en matière de taxe de patente sont simplifiées et ce, par les modifications suivantes à la loi susmentionnée :

Le délai et les modalités pour l'introduction de la déclaration sont modifiés. Dorénavant, la déclaration doit être introduite avant le début de l'activité alors qu'un délai de 15 jours était initialement prévu. Cette harmonisation des délais avec les autres procédures était nécessaire pour permettre une déclaration unique. Par ailleurs, à côté de la déclaration papier, il est prévu d'introduire la déclaration par voie électronique.

La déclaration relative à la taxe de patente ne devra plus désormais être accompagnée d'un plan du débit daté et signé par le déclarant.

L'intéressé ne devra plus introduire qu'un seul plan auprès de l'Administration du Cadastre. Ce plan sera ensuite communiqué de manière interne au receveur des accises compétent.

Aux fins de vérification, le déclarant devra mentionner dans sa déclaration s'il a déjà ou non introduit un plan auprès de l'Administration du Cadastre. Dans l'affirmative, il sera tenu de mentionner la référence et d'attester qu'il n'a pas apporté de modifications à ce plan. Dans la négative, il sera invité à effectuer cette démarche.

L'obligation de déposer une copie de l'autorisation délivrée par l'Inspection générale des denrées alimentaires (maintenant : Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire) est supprimée. En effet, cette disposition avait été prévue afin d'informer les exploitants de débits de boissons qu'ils tombaient dans le champ d'application de l'arrêté royal du 4 décembre 1995 et de permettre à l'IGDA (AFSCA) d'identifier ces débits de boissons.

De vermelding van het ondernemingsnummer gevolgd door de naam en het adres van het bevoegd toezichhoudend bestuur bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand & Energie wil op termijn het bestaande inschrijvings- of erkenningsnummer vervangen en aan de consument een rechtstreekse aanduiding geven van de toezichhoudende overheid tot wie hij zich kan wenden.

Deze laatste vermelding wordt overigens uitdrukkelijk voorzien door richtlijn 2002/65/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 september 2002 betreffende de verkoop op afstand van financiële diensten aan consumenten en tot wijziging van de Richtlijnen 90/619/EEG, 97/7/EG en 98/27/EG van de Raad.

Op grond van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister en artikel 28 van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafregister, hebben de ambtenaren van de bevoegde dienst rechtstreeks toegang tot het Centraal Strafregister.

Teneinde de raadpleging praktisch te kunnen organiseren is een uitbreiding van bovenvermeld artikel 28 noodzakelijk.

Deze raadpleging zou in de nabije toekomst «on-line» gebeuren. Wanneer deze vorm van snelle raadpleging niet mogelijk zou zijn omwille van een technische of andere reden, dan moeten de betrokken ambtenaren nog steeds in staat zijn om zich rechtstreeks te wenden tot de betrokkene om hem een bewijs van goed zedelijk gedrag of een gelijkwaardig document te vragen. Hetzelfde geldt voor de controle van bestuurders van vreemde nationaliteit die uiteraard niet in het Centraal Strafregister opgenomen zijn.

In zijn advies merkt de Raad van State op dat de wijzigingen van artikel 14 van de wet van 12 juni 1991 geen betrekking hebben op § 2, maar wel op § 3. Dit is ook zo, maar bij de opmaak van dit besluit werd reeds rekening gehouden met de wijzigingen aangebracht aan artikel 14 door het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, dat de wet van 24 maart 2003 is geworden. Zo werd onder andere § 2 opgeheven en de overige paragrafen hernummerd.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument (artikel 6)

De principes vervat in de wijzigingen voorgesteld voor het consumentenkrediet werden overgenomen in de wet betreffende de minnelijke invordering van schulden. Het betreft het gebruik van het ondernemingsnummer.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht (artikelen 7 tot 13)

De verplichtingen in hoofde van de belastingplichtige inzake vergunningsrecht worden vereenvoudigd door volgende wijzigingen aan bovenvermelde wet aan te brengen :

De termijn en de modaliteiten voor het indienen van de aangifte worden gewijzigd. Voortaan moet de aangifte ingediend worden vóór de aanvang van de activiteit, daar waar voordien een periode van 15 dagen voorzien was. Deze harmonisatie van de termijnen met de andere procedures was noodzakelijk om een unieke aangifte mogelijk te maken. Naast de papieren aangifte wordt de mogelijkheid geboden om deze op elektronische wijze te verrichten.

De aangifte inzake vergunningsrecht zal voortaan niet meer moeten vergezeld worden van een door de aangever gedagtekend en ondertekend plan van de drankgelegheid.

De belanghebbende zal voortaan slechts 1 plan moeten indienen bij de Administratie van het Kadaster, die dit plan via interne communicatiemiddelen, zal overmaken aan de bevoegde ontvanger der accijnzen.

Ter verificatie zal de aangever in zijn aangifte moeten verklaren of hij al dan niet een plan heeft ingediend bij de Administratie van het Kadaster. In het positieve geval, dient hij de referentie ervan te vermelden en te bevestigen dat geen wijzigingen of uitbreidingen werden aangebracht aan dit plan. In het negatieve geval wordt hij gevraagd deze formaliteit uit te voeren.

e verplichting tot het indienen van een afschrift van de vergunning afgegeven door de Algemene Eetwareninspectie (nu : Federaal Agentschap voor de Voedselveiligheid) wordt opgeheven. Inderdaad, deze bepaling was voorzien teneinde de uitbaters van een drankgelegheid te informeren dat zij onder de toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 4 december 1995 vielen en aan het AEWI (FAVV) toe te laten deze drankgelegheden te identificeren.

Cette raison tombe en désuétude car :

- les débits de boissons seront à présent informés par le biais de DEUS;

- l'AFSCA pourra recevoir, si elle le souhaite, un signal sur la création de nouveaux débits de boissons par le biais de la Banque-Carrefour des Entreprises.

En vertu de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central et de l'article 13 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central, certains agents bénéficient d'un accès direct au Casier judiciaire central.

Afin d'organiser pratiquement cette consultation une extension de l'article précité est nécessaire.

Dans un proche avenir, le Casier judiciaire central devrait pouvoir être consultable "en ligne". Cependant, si cette consultation rapide n'est pas possible pour des raisons techniques ou autres, le texte proposé permet aux agents concernés n'ayant pas cet accès, de s'adresser directement à l'intéressé afin de lui demander un certificat de bonne vie et mœurs ou un document semblable.

Enfin, l'obligation pour le déclarant de joindre à sa déclaration une attestation du Cadastre est également abrogée, du fait que cette information sera communiquée directement par l'Administration du Cadastre au receveur des accises concerné.

CHAPITRE IV. — *Modifications à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (articles 14 à 20)*

Les dispositions suivantes sont adaptées :

La possibilité de transmettre la licence par voie électronique est prévue en supprimant le mot « écrit » dans l'article concerné.

La procédure « classe A » existante est simplifiée grâce à l'utilisation du numéro d'entreprise et de l'inscription dans la Banque-Carrefour des Entreprises en qualité d'entreprise commerciale.

Les mêmes adaptations sont faites pour les procédures « classe B » et « classe C ».

En ce qui concerne les données récoltées pour le traitement des dossiers des personnes étrangères, la référence au numéro de passeport est remplacée par la référence au numéro octroyé en vertu de l'arrêté royal du 8 février 1991 relatif à la composition et aux modalités d'attribution du numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques. Cette disposition vise l'exécution du principe de l'utilisation d'un numéro unique.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur (articles 21 à 24)*

A l'exception des articles 1^{er} et 4 (pour lesquels une période transitoire est prévu), l'arrêté-cadre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre des Télécommunications et Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
J. TAVERNIER

Dit argument vervalt daar :

- de drankgelegenheden via DEUS de nodige informatie verkrijgen;

- het FAVV, indien zij het wenst, informatie kan verkrijgen met betrekking tot de oprichting van een drankgelegenheid via de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Op grond van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister en artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafregister, hebben bepaalde de ambtenaren rechtstreeks toegang tot het Centraal Strafregister.

Teneinde de raadpleging praktisch te kunnen organiseren is een uitbreiding van bovenvermeld artikel noodzakelijk.

In de nabije toekomst zou het Centraal Strafregister rechtstreeks "on line" kunnen geraadpleegd worden. Indien deze rechtstreekse raadpleging niet mogelijk blijkt om technische of andere redenen, laat de voorgestelde tekst aan de bevoegde ambtenaren toe om het bewijs van goed zedelijk gedrag of een gelijkwaardig document, rechtstreeks aan de belanghebbende op te vragen.

Tenslotte wordt ook de verplichting tot het indienen van een attest van het Kadaster voor de belanghebbende opgeheven, daar deze informatie direct zal worden meegedeeld door de diensten van de Administratie van het Kadaster aan de bevoegde ontvanger der accijzen.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging aan de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (artikelen 14 tot 20)*

Volgende bepalingen worden aangepast :

De mogelijkheid tot het elektronisch overmaken van de vergunning wordt voorzien door het schrappen van het woord « schriftelijk » in het desbetreffende artikel.

De bestaande procedure « klasse A » wordt vereenvoudigd door het gebruik van het ondernemingsnummer en van de inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen in de hoedanigheid van handels-onderneming.

Ook voor de vergunningsprocedure voor de « klasse B » en « klasse C » worden dezelfde aanpassingen doorgevoerd.

Wat de gegevens betreft die opgevraagd worden voor de behandeling van de dossiers van buitenlanders, wordt de verwijzing naar het nummer van het paspoort vervangen door de verwijzing naar het nummer toegekend krachtens het koninklijk besluit van 8 februari 1991 betreffende de samenstelling en de wijze van toekenning van het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen. Deze bepaling heeft tot doel het principe van het gebruik van het uniek ondernemingsnummer uit te voeren.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding (artikelen 21 tot 24)*

Met uitzondering van de artikelen 1 en 4 (waarvoor een overgangsbepaling voorzien werd), treedt het kaderbesluit in werking op 1 juli 2003.

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaren :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid
en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

AVIS 35.129/1
DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 20 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, à la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, à la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente et à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs", a donné le 25 mars 2003 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par la circonstance que

- « de regering beslist heeft tengevolge van de opstart van de Kruispuntbank van de Ondernemingen en de mogelijkheden geboden door de federale Portal, om een aantal praktische toepassingen inzake E-government en meer bepaald de ontwikkeling van De Elektronische Unieke Startersaangifte (DEUS).

- de beoogde aanpassingen van de wetgevingen slechts van aard zijn om de afwikkeling van de bestaande administratieve procedures eenvoudiger te laten verlopen voor de ondernemingen, door de realisatie van de in de wet op de Kruispuntbank ondernemingen opgenomen principes inzake de éénmalige inzameling dankzij het gebruik van de bij de diverse administraties reeds beschikbare gegevens, en het hen tevens moet mogelijk maken om de desbetreffende procedures on line af te handelen, zonder dat aan de in de betreffende regelgevingen opgenomen principes geraakt wordt.

- op het technisch vlak, binnen de daartoe voorziene budgettaire middelen, reeds alle analyses en voorbereidingen getroffen werden en dat de programmering van de betreffende toepassingen momenteel lopende is.

- de elektronische unieke startersaangifte op de 1ste juli 2003 aan de ondernemingen dient aangeboden te worden via de transactionele federale portal.

- dit besluit, na ondertekening, nog voor de bekendmaking medege-deeld moet worden aan de Voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. Wat uiteraard nog moeten kunnen gebeuren voor de ontbinding van het parlement.

- de administratieve continuïteit niet in gevaar mag gebracht worden, dat verschillende administratieve procedures op een gecoördineerde wijze op elkaar moeten afgestemd worden en te beletten dat de reeds uitgevoerde investeringen geheel of gedeeltelijk verloren zouden gaan. » .

*
**

En application de l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est essentiellement limitée à « l'examen du fondement juridique, de la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites ».

PORTEE ET FONDEMENT LEGAL DU PROJET

1. Le projet d'arrêté soumis pour avis a pour objet d'adapter diverses loi dans le cadre de l'exécution des projets "Déclaration électronique unique starters" (désignée par l'abréviation DEUS) et "Banque-carrefour des entreprises". Les adaptations prévues par le projet visent à simplifier les procédures concernées, à les mettre en harmonie avec la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, et à permettre les déclarations électroniques en ligne.

2. Le fondement légal pour ce faire peut se trouver dans l'article 73 de la loi du 16 janvier 2003 précitée et dans l'article 409, alinéas 1^{er} et 2, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

2.1. En vertu de l'article 73 de la loi du 16 janvier 2003, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission de coordination de la Banque-carrefour des entreprises, abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur "en vue d'assurer de manière uniforme l'identification des titulaires de l'inscription visée à l'article 4, la collecte des données visée à l'article 6, la collecte unique visée à l'article 7, alinéa 1^{er}, l'utilisation mutuelle et réciproque du numéro d'entreprise de la

ADVIES 35.129/1
VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 20 maart 2003 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht en van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers", heeft op 25 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat

- « de regering beslist heeft tengevolge van de opstart van de Kruispuntbank van de Ondernemingen en de mogelijkheden geboden door de federale Portal, om een aantal praktische toepassingen inzake E-government en meer bepaald de ontwikkeling van De Elektronische Unieke Startersaangifte (DEUS).

- de beoogde aanpassingen van de wetgevingen slechts van aard zijn om de afwikkeling van de bestaande administratieve procedures eenvoudiger te laten verlopen voor de ondernemingen, door de realisatie van de in de wet op de Kruispuntbank ondernemingen opgenomen principes inzake de éénmalige inzameling dankzij het gebruik van de bij de diverse administraties reeds beschikbare gegevens, en het hen tevens moet mogelijk maken om de desbetreffende procedures on line af te handelen, zonder dat aan de in de betreffende regelgevingen opgenomen principes geraakt wordt.

- op het technisch vlak, binnen de daartoe voorziene budgettaire middelen, reeds alle analyses en voorbereidingen getroffen werden en dat de programmering van de betreffende toepassingen momenteel lopende is.

- de elektronische unieke startersaangifte op de 1ste juli 2003 aan de ondernemingen dient aangeboden te worden via de transactionele federale portal.

- dit besluit, na ondertekening, nog voor de bekendmaking medege-deeld moet worden aan de Voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. Wat uiteraard nog moeten kunnen gebeuren voor de ontbinding van het parlement.

- de administratieve continuïteit niet in gevaar mag gebracht worden, dat verschillende administratieve procedures op een gecoördineerde wijze op elkaar moeten afgestemd worden en te beletten dat de reeds uitgevoerde investeringen geheel of gedeeltelijk verloren zouden gaan. » .

*
**

De afdeling wetgeving heeft zich, met toepassing van het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, in hoofdzaak beperkt tot « het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan ».

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het om advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe diverse wetten aan te passen in het kader van de uitvoering van de projecten "Elektronische Unieke Startersaangifte" (DEUS, afkorting van "Déclaration Electronique Unique Starters") en "Kruispuntbank van ondernemingen". De in het ontwerp vervatte aanpassingen hebben tot doel de betrokken procedures te vereenvoudigen, ze in overeenstemming te brengen met de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, en de elektronische aangifte on line mogelijk te maken.

2. Rechtsgrond daarvoor kan worden gevonden in artikel 73 van voornoemde wet van 16 januari 2003, en in artikel 409, eerste en tweede lid, van de Programmawet (I) van 24 december 2002.

2.1. Krachtens artikel 73 van de wet van 16 januari 2003 kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Coördinatiecommissie van de Kruispuntbank van Ondernemingen, de van kracht zijnde wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen "teneinde op eenvormige wijze te voorzien in de identificatie van de titularissen van de inschrijving bedoeld in artikel 4, het verzamelen van de gegevens bedoeld in artikel 6, de éénmalige verzameling bedoeld in artikel 7, eerste lid, het

Banque-carrefour des entreprises prévue à l'article 11, ainsi que l'instauration du droit d'inscription visé à l'article 34".

L'article 86 de la loi dispose que les arrêtés royaux pris en vertu de l'article 73 qui ne sont pas confirmés par une loi le premier jour du vingt-quatrième mois qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge*, cessent de produire leurs effets.

2.2. Selon l'article 409, alinéas 1^{er} et 2, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur afin de permettre les communications électroniques entre, d'une part, les citoyens et les entreprises et, d'autre part, les pouvoirs publics. A cet effet, Il peut (1°) à côté des procédures administratives actuelles, prévoir l'accomplissement d'une série de formalités et la communication des décisions administratives par voie électronique, (2°) adapter les procédures et les formulaires administratifs pour lesquels des données sont déjà disponibles auprès des pouvoirs publics et ne doivent donc plus être fournies par les citoyens ou les entreprises, (3°) remplacer l'utilisation de timbres fiscaux ou d'autres formes de paiement direct préalablement ou au moment de l'accomplissement de formalités administratives, par d'autres moyens de paiement, (4°) adapter les règles actuelles en matière de publicité et de publication de certaines décisions administratives aux possibilités qui sont offertes via le portail fédéral.

Selon l'alinéa 3 du même article, ces arrêtés royaux qui ne sont pas confirmés par une loi le premier jour du douzième mois qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge*, cessent de produire leurs effets.

2.3. D'après le délégué du gouvernement, il n'a pas été possible d'opérer une distinction entre, d'une part, l'exécution sur la base de l'article 73 de la loi du 16 janvier 2003 et, d'autre part, l'exécution sur la base de l'article 409 de la loi du 24 décembre 2002. Il s'ensuit que, si l'on entend pérenniser les règles en vigueur, la confirmation devra intervenir au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit celui de la publication au *Moniteur belge*.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

1. Dans le deuxième alinéa du préambule, il faut spécifier qu'il s'agit de la "loi-programme (I)".

2. En outre, le préambule doit mentionner toutes les normes que le projet tend à modifier, ainsi que les articles à modifier et leur genèse.

3. Il serait préférable de rédiger les septième à quatorzième alinéas du préambule de la manière conforme à l'usage en légistique. A cette fin, ces alinéas peuvent être formulés comme suit :

« Vu l'urgence motivée par... (reproduction textuelle de la motivation figurant dans la demande d'avis);

Vu l'avis 35.129/1 du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du projet comporte des modifications apportées à l'article 14, § 2, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation. Les modifications envisagées ne se rapportent toutefois pas au paragraphe 2, mais au paragraphe 3, en sorte qu'il faut chaque fois remplacer la mention "§ 2" par "§ 3".

Articles 9, 10 et 12

L'article 13 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central désigne les personnes de l'Administration des douanes et accises qui sont autorisées à avoir accès aux informations enregistrées dans le Casier judiciaire central en vue de l'application, entre autres, de l'article 11 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente.

onderlinge en wederzijdse gebruik van het ondernemingsnummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen voorzien in artikel 11, evenals de invoering van het inschrijvingsrecht bedoeld in artikel 34".

Artikel 86 van de wet bepaalt dat de koninklijke besluiten genomen krachtens artikel 73 ophouden uitwerking te hebben indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd op de eerste dag van de vierentwintigste maand volgend op deze van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

2.2. Krachtens artikel 409, eerste en tweede lid, van de Programmawet (I) van 24 december 2002 kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de van kracht zijnde wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen teneinde de elektronische communicatie tussen burgers en ondernemingen enerzijds en de overheid anderzijds mogelijk te maken. Hiertoe kan Hij (1°) naast de bestaande administratieve werkwijzen, het vervullen van allerhande formaliteiten en het meedelen van administratieve beslissingen elektronisch mogelijk maken, (2°) de administratieve procedures en formulieren aldus aanpassen dat gegevens waarover de overheid reeds beschikt niet langer door de burger of ondernemingen moeten worden verstrekt, (3°) het gebruik van fiscale zegels of andere vormen van rechtstreekse betaling, vooraf of op het ogenblik van het vervullen van de administratieve formaliteiten, vervangen door andere vormen van betaling, (4°) de bestaande regels inzake de openbaarheid en bekendmaking van bepaalde administratieve beslissingen aanpassen aan de mogelijkheden die geboden worden via de federale portal.

Volgens het derde lid van hetzelfde artikel houden deze koninklijke besluiten op uitwerking te hebben indien zij niet bij wet worden bekrachtigd op de eerste dag van de twaalfde maand volgend op deze van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

2.3. Volgens de gemachtigde van de regering was het niet mogelijk om onderscheid te maken tussen de uitvoering op grond van artikel 73 van de wet van 16 januari 2003, enerzijds, en de uitvoering op grond van artikel 409 van de wet van 24 december 2002, anderzijds. Daaruit volgt dat, wil men de regeling bestendigen, de bekrachtiging zal moeten tussenkomen uiterlijk op de eerste dag van de twaalfde maand volgend op deze van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

1. In het tweede lid van de aanhef dient te worden gespecificeerd dat het om "Programmawet (I)" gaat.

2. Verder dient in de aanhef melding te worden gemaakt van alle normen die het ontwerp beoogt te wijzigen, met vermelding van de te wijzigen artikelen en van hun wetshistoriek.

3. Het zevende tot veertiende lid worden best weergegeven op de legistiek gebruikelijke wijze. Daartoe kunnen die leden worden gesteld als volgt :

« Gelet op verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat ... (overname van de motivering zoals ze voorkomt in de adviesaanvraag);

Gelet op advies 35.129/1 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp bevat wijzigingen aan artikel 14, § 2, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. De bedoelde wijzigingen hebben echter geen betrekking op paragraaf 2 van dat artikel, maar op paragraaf 3, zodat "§ 2" telkens dient te worden vervangen door "§ 3".

Artikelen 9, 10 en 12

Artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafreregister, bepaalt welke personen van de Administratie van Douane en Accijnzen gemachtigd zijn om toegang te hebben tot de gegevens opgenomen in het Centraal Strafreregister met het oog op de toepassing van, onder meer, artikel 11 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht.

Dès lors que l'objectif ne saurait être que le projet soumis pour avis déroge aux règles énoncées dans l'arrêté royal du 19 juillet 2001, mieux vaut écrire dans les textes en projet : "... une personne habilitée à cet effet de l'Administration des douanes et accises consulte... » .

La chambre était composée de

Messieurs :

M. Van Damme, président de chambre,

J. Baert, J. Smets, conseillers d'Etat,

Madame A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Baert.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. Van Calenberg, référendaire.

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal portant modification de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente et de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, notamment les articles 22 et 73;

Vu la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, notamment l'article 409;

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, notamment l'article 14, modifié par les lois des 7 janvier 2001, 10 août 2001 et 24 mars 2003, l'article 69, modifié par les lois des 6 juillet 1992, 4 août 1992, 5 mai 1998, 11 décembre 1998 et 10 août 2001, l'article 75, modifié par la loi du 24 mars 2003, l'article 75bis, inséré par la loi du 11 février 1994, et l'article 77, modifié par la loi du 6 juillet 1992;

Vu la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, notamment l'article 6;

Vu la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, notamment l'article 3, modifié par la loi du 22 décembre 1998, l'article 4, l'article 7, l'article 14, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996, la loi du 22 décembre 1998 et l'arrêté royal du 20 juillet 2000, l'article 16, modifié par la loi du 22 décembre 1998, et l'article 17, modifié par la loi du 22 décembre 1998;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, notamment les articles 4, 31, 32, 36, 37, 42 et 55;

Vu l'avis de la Commission des jeux de hasard, donné le 5 février 2003;

Vu l'avis de la Commission de coordination, donné le 13 mars 2003;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 27 février 2003, 12 mars 2003 et 13 mars 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 mars 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait que le Gouvernement a décidé, suite à la mise en œuvre de la Banque-Carrefour des Entreprises et aux possibilités offertes par le Portail fédéral, de réaliser une série d'applications pratiques en matière de e-gouvernement et plus particulièrement de développer une « Déclaration Electronique Unique Starters » (DEUS);

- que les adaptations des dispositions légales proposées sont uniquement de nature à simplifier les procédures administratives existantes pour les entreprises, par la réalisation du principe de la collecte unique de données prévu dans la loi sur la Banque-Carrefour des Entreprises grâce à l'utilisation des données disponibles auprès des différentes administrations et en offrant aux entreprises la possibilité d'effectuer une série de formalités "on line" sans qu'il soit touché aux principes énoncés dans les dispositions concernées;

Aangezien het niet de bedoeling kan zijn dat het om advies voorgelegde ontwerp afbreuk doet aan de regeling opgenomen in het koninklijk besluit van 19 juli 2001, wordt in de ontworpen teksten beter geschreven : "... gaat een daartoe bevoegd persoon van de Administratie der Douane en Accijnzen ... » .

De kamer was samengesteld uit

de Heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter,

J. Baert, J. Smets, staatsraden,

Mevrouw A. Beckers, griffier,

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. Baert.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. Depuydt, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. Van Calenberg, referendaris.

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht en van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 22 en 73;

Gelet op de programmawet (I) van 24 december 2002, inzonderheid op artikel 409;

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, inzonderheid op artikel 14, gewijzigd bij de wetten van 7 januari 2001, 10 augustus 2001 en 24 maart 2003, op artikel 69, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1992, 4 augustus 1992, 5 mei 1998, 11 december 1998 en 10 augustus 2001, op artikel 75, gewijzigd bij de wet van 24 maart 2003, op artikel 75bis, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1994, en op artikel 77, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992;

Gelet op de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, op artikel 4, op artikel 7, op artikel 14, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996, de wet van 22 december 1998 en het koninklijk besluit van 20 juli 2000, op artikel 16, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, en op artikel 17, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, inzonderheid op de artikelen 4, 31, 32, 36, 37, 42 en 55;

Gelet op het advies van de Kansspelcommissie, gegeven op 5 februari 2001;

Gelet op het advies van de Coördinatiecommissie, gegeven op 13 maart 2003;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2003, 12 maart 2003 en 13 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 14 maart 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de Regering beslist heeft tengevolge van de opstart van de Kruispuntbank van Ondernemingen en de mogelijkheden geboden door de federale Portal, om een aantal praktische toepassingen inzake E-government en meer bepaald de ontwikkeling van « De Elektronische Unieke Startersaangifte » (DEUS) te realiseren;

- dat de beoogde aanpassingen van de wetgevingen slechts van aard zijn om de afwikkeling van de bestaande administratieve procedures eenvoudiger te laten verlopen voor de ondernemingen, door de realisatie van de in de wet op de Kruispuntbank van Ondernemingen opgenomen principes inzake de éénmalige inzameling dankzij het gebruik van de bij de diverse administraties reeds beschikbare gegevens, en het hen tevens moet mogelijk maken om de desbetreffende procedures "on line" af te handelen, zonder dat aan de in de betreffende regelgevingen opgenomen principes geraakt wordt;

- que toutes les analyses et préparatifs techniques ont déjà été effectués dans les limites des moyens budgétaires octroyés à cet effet et que la programmation des applications concernées est en cours;

- que la déclaration électronique unique starters doit être mise à la disposition des entreprises au 1^{er} juillet 2003 sur le portail fédéral transactionnel;

- que le présent arrêté, signé, doit être soumis, avant sa publication, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat, ce qui doit se faire avant la dissolution du Parlement;

- qu'il convient de veiller à la continuité administrative, que les différentes procédures administratives doivent être mises en concordance de manière coordonnée et qu'il faut éviter de perdre tout ou partie des investissements déjà réalisés;

Vu l'avis 35.129/1 du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes, de Notre Ministre de l'Economie, de Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er} — *Modifications à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation*

Article 1^{er}. A l'article 14, § 2, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par les lois des 10 août 2001 et 24 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au 2^o, les mots «et son numéro d'immatriculation au registre du commerce ou au registre de l'artisanat ainsi que son numéro d'agrément au Ministère des Affaires économiques» sont remplacés par les mots «et son numéro d'entreprise ainsi que les coordonnées de l'administration de surveillance compétente auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes & Energie»;

2^o au 3^o, les mots «et son numéro d'immatriculation au registre du commerce ou au registre de l'artisanat, ainsi que son numéro d'inscription au Ministère des Affaires économiques» sont remplacés par les mots «et son numéro d'entreprise ainsi que les coordonnées de l'administration de surveillance compétente auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes & Energie».

Art. 2. A l'article 69, § 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 6^o, a), inséré par la loi du 6 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« a) être constitué sous forme d'association sans but lucratif »;

2^o le 6^o, d), inséré par la loi du 6 juillet 1992, est abrogé.

Art. 3. A l'article 75 de la même loi, modifié par la loi du 24 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour être agréés, les intéressés visés à l'article 74 doivent, lors de leur demande d'agrément :

1^o être constitués sous forme de société commerciale, ou sous forme de personne morale pour les groupements d'intérêt économique qui ne sont pas des sociétés;

2^o être immatriculés à la Banque-Carrefour des Entreprises en qualité d'entreprise commerciale.

Les agents commissionnés par le Ministre des Affaires économiques peuvent réclamer aux personnes physiques et aux personnes morales en ce qui concerne leurs administrateurs, gérants, directeurs ou fondateurs de pouvoir un certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique ou un document équivalent, dans la mesure où ils ne pourraient pas accéder au Casier judiciaire central ou si les personnes mentionnées ci-dessus ne sont pas susceptibles d'être enrégistrées dans ce registre. »;

2^o au § 3, les mots «En outre, les demandeurs doivent s'engager à » sont remplacés par les mots «En outre, ils sont tenus de»;

3^o au § 4, les mots « l'engagement » sont remplacés par les mots « l'obligation »;

- dat op technisch vlak, binnen de daartoe voorziene budgettaire middelen, reeds alle analyses en voorbereidingen getroffen werden en dat de programmering van de betreffende toepassingen momenteel lopende is;

- dat de elektronische unieke startersaangifte op 1 juli 2003 aan de ondernemingen dient aangeboden te worden via de transactionele federale portal;

- dat dit besluit, na ondertekening, nog vóór zijn bekendmaking medegedeeld moet worden aan de Voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, wat uiteraard nog moeten kunnen gebeuren vóór de ontbinding van het Parlement;

- dat de administratieve continuïteit niet in gevaar mag gebracht worden, dat verschillende administratieve procedures op een gecoördineerde wijze op elkaar moeten afgestemd worden en dat moet belet worden dat de reeds uitgevoerde investeringen geheel of gedeeltelijk verloren zouden gaan;

Gelet op het advies 35.129/1 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand, Onze Minister van Economie en Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet*

Artikel 1. In artikel 14, § 2, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2001 en 24 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het 2^o worden de woorden « en zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister, evenals zijn erkenningsnummer bij het Ministerie van Economische Zaken » vervangen door de woorden « en zijn ondernemingsnummer evenals de benaming en adres van het bevoegde toezichthoudend bestuur bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand & Energie »;

2^o in het 3^o worden de woorden « en zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister, evenals zijn inschrijvingsnummer bij het Ministerie van Economische Zaken » vervangen door de woorden « en zijn ondernemingsnummer evenals de benaming en het adres van het bevoegde toezichthoudend bestuur bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand & Energie ».

Art. 2. In artikel 69, § 4, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het 6^o, a), ingevoegd bij de wet van 6 juli 1992, wordt vervangen als volgt :

« a) opgericht zijn onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk »;

2^o het 6^o, d), ingevoegd bij de wet van 6 juli 1992, wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 75 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Om te worden erkend moeten de in artikel 74 bedoelde personen bij hun aanvraag :

1^o opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap of als rechtspersoon voor de economische samenwerkingsverbanden die geen vennootschappen zijn;

2^o ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen in de hoedanigheid van handelsonderneming.

De door de Minister van Economische Zaken aangestelde ambtenaren kunnen aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen met betrekking tot hun bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden een bewijs van goed zedelijk gedrag of een gelijkwaardig document bestemd voor een openbaar bestuur vragen in de mate dat zij geen toegang zouden hebben tot het Centraal Strafrechtregister of voornoemde personen niet vatbaar zijn voor registratie in dit register. »;

2^o in § 3 worden de woorden « Bovendien moeten de aanvragers er zich toe verbinden » vervangen door de woorden « Bovendien zijn zij gehouden om »;

3^o in § 4 worden de woorden « de verbintenis » vervangen door de woorden « de verplichting »;

4° au § 5, les mots « Elles doivent aussi s'engager à » sont remplacés par les mots « Elles sont aussi tenues de ».

Art. 4. A l'article 75bis de la même loi, inséré par la loi du 11 février 1994, la dernière phrase du § 1^{er}, alinéa 4, est remplacée par la disposition suivante :

« Cet enregistrement est communiqué à la Banque-Carrefour des Entreprises qui s'y réfère par le biais du numéro d'entreprise. ».

Art. 5. A l'article 77, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 6 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Lors de leur demande d'inscription, les personnes visées au § 1^{er} doivent :

1° être constituées sous forme de société commerciale, ou sous forme de personne morale pour les groupements d'intérêt économique qui ne sont pas des sociétés;

2° être immatriculées à la Banque-Carrefour des Entreprises en qualité d'entreprise commerciale.

Les agents commissionnés par le Ministre des Affaires économiques peuvent réclamer aux personnes physiques et aux personnes morales en ce qui concerne leurs administrateurs, gérants, directeurs ou fondateurs de pouvoir un certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique ou un document équivalent, dans la mesure où ils ne pourraient pas accéder au Casier judiciaire central ou si les personnes mentionnées ci-dessus ne sont pas susceptibles d'être enregistrées dans ce registre. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « En outre, elles doivent s'engager à » sont remplacés par les mots « En outre, elles sont tenues de ».

CHAPITRE II. — Modifications à la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur

Art. 6. A l'article 6, § 2, de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots « le cas échéant le numéro d'entreprise, » sont insérés entre les mots « l'identité » et les mots « l'adresse, »;

2° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le nom ou la dénomination, l'adresse et, le cas échéant, le numéro d'entreprise de la personne qui procède au recouvrement amiable de créance ainsi que les coordonnées de l'administration de surveillance auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes & Energie; ».

CHAPITRE III. — Modifications à la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente

Art. 7. L'article 3 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, modifié par la loi du 22 décembre 1998, est remplacé comme suit :

« Art. 3. § 1^{er}. Pour obtenir la patente, le débitant doit en faire la demande, préalablement au commencement de ses activités, en adressant une déclaration au service désigné par le Ministre des Finances.

Le déclarant peut introduire cette déclaration par voie électronique au moyen d'outils mis à sa disposition à cet effet par les autorités fédérales et y déclarer avoir transmis, préalablement, à l'Administration du cadastre, un plan dont il mentionne, le cas échéant, les références sous lesquelles il y a été enregistré.

A la demande du déclarant, l'Administration du Cadastre lui notifie la quotité du revenu cadastral qui devra être utilisée comme assiette de l'impôt pour la fixation de la taxe de patente.

Cette déclaration doit indiquer avec précision les endroits et locaux affectés au débit.

L'Administration des douanes et accises consulte le Casier judiciaire central, afin de vérifier si le débitant n'est pas frappé par l'un des cas d'exclusion prévus à l'article 11, § 1^{er}. Sur la base du numéro de registre national des personnes habitant avec lui ou habitant dans l'établissement qui participent à l'exploitation du débit, dont mention est faite sur la déclaration, l'Administration des douanes et accises vérifie également si ces personnes ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 11, § 3.

4° in § 5 worden de woorden « Zij moeten zich ook ertoe verbinden » vervangen door de woorden « Zij zijn er ook toe gehouden ».

Art. 4. In artikel 75bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1994, wordt de laatste zin van § 1, vierde lid, vervangen als volgt :

« Van deze registratie wordt melding gemaakt aan de Kruispuntbank van Ondernemingen die ernaar verwijst via het ondernemingsnummer. ».

Art. 5. In artikel 77, § 2, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 6 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Bij hun aanvraag om inschrijving moeten de in § 1 bedoelde personen :

1° opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap of als rechtspersoon voor de economische samenwerkingsverbanden die geen vennootschappen zijn;

2° ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen in de hoedanigheid van handelsonderneming.

De door de Minister van Economische Zaken aangestelde ambtenaren kunnen aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen met betrekking tot hun bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden een bewijs van goed zedelijk gedrag of een gelijkwaardig document bestemd voor een openbaar bestuur vragen in de mate dat zij geen toegang zouden hebben tot het Centraal Strafregister of voornoemde personen niet vatbaar zijn voor registratie in dit register. »;

2° in het tweede lid worden de woorden «Bovendien moeten zij zich verbinden» vervangen door de woorden «Bovendien zijn zij gehouden om ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument

Art. 6. In artikel 6, § 2, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1° worden tussen de woorden « de identiteit, » en de woorden « het adres, » de woorden « het ondernemingsnummer, » ingevoegd;

2° het 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de naam of de benaming, het adres en, desgevallend, het ondernemingsnummer van de persoon die tot minnelijke invordering overgaat evenals de gegevens van het bevoegd toezichhoudend bestuur bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand & Energie; ».

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht

Art. 7. Artikel 3 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. Om de vergunning te verkrijgen, moet de houder van een drankgelegenheid vóór het begin van zijn activiteiten daartoe een aanvraag doen door middel van een aangifte bij de dienst aangewezen door de Minister van Financiën.

De aangever kan die aangifte op elektronische wijze via de hiertoe door de overheidsdienst ter beschikking gestelde toepassing indienen en verklaart daarbij of er reeds eerder een plan werd ingediend bij de Administratie van het Kadaster en onder welke referentie dit in voorkomend geval werd geregistreerd.

Op verzoek van de aangever betekent de Administratie van het Kadaster hem het afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen dat zal dienen als heffingsgrondslag van de belasting voor de vaststelling van het vergunningsrecht.

Deze aangifte moet de tot de drankgelegenheid behorende plaatsen en lokaliteiten nauwkeurig vermelden.

De Administratie der douane en accijnzen gaat via consultatie van het Centraal Strafregister na of de houder van de drankgelegenheid zich niet bevindt in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 1. Aan de hand van het rijksregisternummer van de bij hem inwonende of in de inrichting wonende personen die aan de exploitatie van de drankgelegenheid deelnemen, dat dient te worden vermeld op de aangifte, zal de Administratie der douane en accijnzen tevens nagaan of die personen zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 3.

§ 2. Si le débitant exploite son débit par l'intermédiaire d'un mandataire, l'Administration des douanes et accises consulte le Casier judiciaire central aux fins de vérifier si ce dernier ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion visés par l'article 11, § 1^{er}, 2° à 7° et 9°.

La déclaration doit porter mention du numéro de registre national des personnes habitant avec le mandataire ou habitant dans l'établissement et qui participent à l'exploitation du débit, aux fins de permettre à l'Administration des douanes et accises de vérifier si ces personnes ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 11, § 3.

§ 3. Si le débitant ou le mandataire est une personne morale, une personne compétente à cette fin de l'Administration des douanes et accises consulte le Casier judiciaire central aux fins de vérifier que chacun des organes chargés d'accomplir les obligations imposées par la présente loi ou d'intervenir d'une manière quelconque dans l'exploitation du débit ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 11, § 1^{er}, 2° à 7° et 9°.

§ 4. Si le débitant est une association de fait, une personne compétente à cette fin de l'Administration des douanes et accises consulte le Casier judiciaire central aux fins de vérifier si chaque personne physique faisant partie de cette association et chacun des organes des personnes morales chargés d'accomplir les obligations imposées par la présente loi ou d'intervenir d'une manière quelconque dans l'exploitation du débit ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 11, § 1^{er}, 2° à 7° et 9°.

Art. 8. L'article 4 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 4. Si l'Administration des douanes et accises refuse d'accorder la patente du fait que le débitant, l'éventuel mandataire ou les personnes habitant avec eux ou habitant dans l'établissement qui participent à l'exploitation du débit ne satisfont pas aux conditions de moralité, le débitant peut exercer, dans les trente jours du refus, un droit de recours auprès du Ministre de la Justice. Le Ministre ou son délégué statue au fond sur le recours. ».

Art. 9. L'article 7 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 7. Tout changement de mandataire doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

Dans ce cas, une personne compétente à cette fin de l'Administration des douanes et accises consulte le Casier judiciaire central pour vérifier si le nouveau mandataire ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion visés par l'article 11, § 1^{er}, 2° à 7° et 9°. Cette déclaration de modification porte également mention du numéro de registre national des personnes habitant avec le mandataire ou habitant dans l'établissement et qui participent à l'exploitation du débit, afin de permettre à l'Administration des douanes et accises de vérifier auprès des autorités compétentes si ces personnes ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion visés par l'article 11, § 3. ».

Art. 10. Dans la même loi, un article 7bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 7bis. Les agents commissionnés par le Ministre des Finances peuvent réclamer aux personnes mentionnées dans l'article 3 et 7 une copie du certificat de moralité, dans la mesure où ils ne pourraient pas accéder au Casier judiciaire central ou si les personnes mentionnées ci-dessus ne sont pas susceptibles d'être enregistrées dans ce registre. ».

Art. 11. L'article 14, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 22 décembre 1998 et l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé comme suit :

« La patente pour le débit de boissons spiritueuses à consommer sur place n'est délivrée qu'après paiement d'une taxe annuelle et indivisible fixée, par année civile à 10 % du montant de l'assiette de l'impôt indexée. ».

Art. 12. L'article 16 de la même loi, modifié par la loi du 22 décembre 1998, est remplacé comme suit :

« Art. 16. La déclaration pour l'obtention de la patente et la déclaration de changement au débit sont vérifiées par le receveur des accises du ressort, sur base de la quotité du revenu cadastral communiquée par l'Administration du Cadastre. ».

Art. 13. L'article 17, alinéa 1^{er}, de la même loi, est remplacé comme suit :

« La taxe de patente est payable pour la première fois au moment du dépôt de la déclaration au bureau des accises compétent ou, en cas d'introduction d'une déclaration par voie électronique, dans les huit

§ 2. Indien de houder zijn drankgelegenheid exploiteert door bemiddeling van een lasthebber, gaat de Administratie der douane en accijnzen via consultatie van het Centraal Strafrechtregister na of deze laatste zich niet bevindt in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 1, 2° tot 7° en 9°.

De aangifte moet bovendien het rijksregisternummer bevatten van de bij de lasthebber inwonende of in de inrichting wonende personen die aan de exploitatie van de drankgelegenheid deelnemen, teneinde de Administratie der douane en accijnzen toe te laten na te gaan of zij zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 3.

§ 3. Indien de houder van een drankgelegenheid of de lasthebber een rechtspersoon is, gaat een daartoe bevoegd persoon van de Administratie der douane en accijnzen via consultatie van het Centraal Strafrechtregister na of elk orgaan dat belast is met het vervullen van de bij deze wet opgelegde verplichtingen of dat op enigerlei wijze betrokken is bij de exploitatie van de drankgelegenheid, zich niet bevindt in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 1, 2° tot 7° en 9°.

§ 4. Indien de houder van een drankgelegenheid een feitelijke vereniging is, gaat een daartoe bevoegd persoon van de Administratie der douane en accijnzen via consultatie van het Centraal Strafrechtregister na of elk van de natuurlijke personen die van de vereniging deel uitmaken en van elk orgaan van de rechtspersonen dat belast is met het vervullen van de bij deze wet opgelegde verplichtingen of dat op enigerlei wijze betrokken is bij de exploitatie van de drankgelegenheid, zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 1, 2° tot 7° en 9°.

Art. 8. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Indien de Administratie der douane en accijnzen beslist tot de weigering van de aangifte inzake het vergunningsrecht op basis van het feit dat de houder van de drankgelegenheid, de eventuele lasthebber of de bij hen inwonende of in de inrichting wonende personen die aan de exploitatie van de drankgelegenheid deelnemen, niet voldoen aan de moraliteitsvoorwaarden, kan de houder van de drankgelegenheid beroep instellen binnen dertig dagen na de weigering bij de Minister van Justitie. De Minister of zijn gemachtigde doet uitspraak over het beroep ten gronde. ».

Art. 9. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Elke verandering van lasthebber moet vooraf worden medegedeeld door middel van een aangifte.

In dit geval gaat een daartoe bevoegd persoon van de Administratie der douane en accijnzen via consultatie van het Centraal Strafrechtregister na of de nieuwe lasthebber zich niet bevindt in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 1, 2° tot 7° en 9°. Deze aangifte tot wijziging moet eveneens het rijksregisternummer van de bij de lasthebber inwonende of in de inrichting wonende personen die aan de exploitatie van de drankgelegenheid deelnemen bevatten, teneinde de Administratie der douane en accijnzen toe te laten bij de bevoegde autoriteiten na te gaan of zij zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 3. ».

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidende :

« Art. 7bis. De door de Minister van Financiën aangestelde ambtenaren kunnen aan de personen vermeld in artikel 3 en 7 een afschrift van het moraliteitsattest vragen in de mate dat zij geen toegang zouden hebben tot het centraal strafrechtregister of voornoemde personen niet vatbaar zijn voor registratie in dit register. ».

Art. 11. Artikel 14, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998 en het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

« De vergunning voor het verstrekken van sterke drank voor gebruik ter plaatse wordt pas afgegeven na betaling van een jaarlijks en ondeelbaar recht, vastgesteld per kalenderjaar op 10 % van de geïndexeerde heffingsgrondslag van de belasting. ».

Art. 12. Artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De aangifte tot het verkrijgen van een vergunning en de aangifte van verandering van de drankgelegenheid worden door de ontvanger der accijnzen van het gebied geverifieerd in functie van het aan hem door de Administratie van het Kadaster meegedeelde afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen. ».

Art. 13. Artikel 17, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Het vergunningsrecht moet voor de eerste maal worden betaald bij het indienen van de aangifte op het bevoegde kantoor der accijnzen of binnen de 8 werkdagen volgend op de datum van verzending van de

jours ouvrables à compter de la date d'envoi de l'invitation à payer transmise par l'Administration des douanes et accises. L'exploitation du débit ne peut débuter qu'après paiement de la patente due. Pour les années suivantes, elle est payable dans la deuxième quinzaine du mois de janvier de l'année pour laquelle elle est due. ».

CHAPITRE IV. — *Modifications à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs*

Art. 14. A l'article 4, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, le mot «écrite» est supprimé.

Art. 15. L'article 31 de la même loi est complété comme suit :

« 5. être inscrit dans la Banque-Carrefour des Entreprises en qualité d'entreprise commerciale. ».

Art. 16. L'article 32, 4., de la même loi est abrogé.

Le point 5. en devient le point 4.

Art. 17. L'article 36 de la même loi est complété comme suit :

« 6. être inscrit dans la Banque-Carrefour des Entreprises en qualité d'entreprise commerciale. ».

Art. 18. L'article 37, 4., de la même loi est abrogé.

Le point 5. en devient le point 4.

Art. 19. L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 42. Le demandeur d'une licence de classe C doit être inscrit dans la Banque-Carrefour des Entreprises en qualité d'entreprise commerciale. ».

Art. 20. L'article 55, 4°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 4° le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou, en l'absence de ce numéro, le numéro octroyé en vertu de l'arrêté royal du 8 février 1991 relatif à la composition et aux modalités d'attribution du numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques. ».

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 21. Les articles 2, 3 et 5 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

L'article 1^{er} entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005. Toutefois, les personnes et les entreprises qui disposent déjà d'un numéro d'entreprise peuvent, sans préjudice de l'application des articles 11 à 13 et 87 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, utiliser ce numéro à partir du 1^{er} juillet 2003 au lieu du numéro d'immatriculation au registre du commerce ou au registre de l'artisanat.

Art. 22. L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003. Jusqu'au 1^{er} janvier 2005 le numéro d'enregistrement octroyé restera d'application comme numéro d'agrément comme mentionné dans l'article 14, § 2, 2°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

Art. 23. L'article 6 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005. Toutefois, les créanciers et personnes qui procèdent au recouvrement amiable de créance et qui disposent déjà d'un numéro d'entreprise peuvent, sans préjudice de l'application des articles 11 à 13 et 87 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, utiliser ce numéro à partir du 1^{er} juillet 2003 au lieu du numéro d'immatriculation au registre du commerce et du numéro de TVA.

Art. 24. Les articles 7 à 20 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

uitnodiging tot betaling door de Administratie der douane en accijnzen bij het indienen van de aangifte op elektronische wijze. De exploitatie van de drankgelegenheid kan pas aanvangen na de betaling van het verschuldigd vergunningsrecht. Voor de volgende jaren moet het vergunningsrecht worden betaald in de tweede helft van de maand januari van het jaar waarvoor het verschuldigd is. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de wet 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers*

Art. 14. In artikel 4, tweede lid, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, wordt het woord « schriftelijke » geschrapt.

Art. 15. Artikel 31 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 5. ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen in de hoedanigheid van handelsonderneming. ».

Art. 16. Artikel 32, 4., van dezelfde wet wordt opgeheven.

Het punt 5. wordt punt 4.

Art. 17. Artikel 36 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 6. ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen in de hoedanigheid van handelsonderneming. ».

Art. 18. Artikel 37, 4., van dezelfde wet wordt opgeheven.

Het punt 5. wordt punt 4.

Art. 19. Artikel 42 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 42. De aanvrager van een vergunning klasse C moet zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen in de hoedanigheid van handelsonderneming. ».

Art. 20. Artikel 55, 4°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 4° het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of, bij ontstentenis van dit nummer, het nummer toegekend krachtens het koninklijk besluit van 8 februari 1991 betreffende de samenstelling en de wijze van toekenning van het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen. ».

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 21. De artikelen 2, 3 en 5 treden in werking op 1 juli 2003.

Artikel 1 treedt in werking op 1 januari 2005. Niettemin kunnen de personen en ondernemingen die reeds over een ondernemingsnummer beschikken dit nummer, onverminderd de toepassing van de artikelen 11 tot 13 en 87 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, vanaf 1 juli 2003 aanwenden ter vervanging van het inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister.

Art. 22. Artikel 4 treedt in werking op 1 juli 2003. Tot 1 januari 2005 zal niettemin het toegekende registratienummer blijven gelden als erkenningsnummer waarvan sprake in artikel 14, § 2, 2°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Art. 23. Artikel 6 treedt in werking op 1 januari 2005. Niettemin kunnen de schuldeisers en personen die tot minnelijke invordering overgaan en die reeds over een ondernemingsnummer beschikken, onverminderd de toepassing van de artikelen 11 tot 13 en 87 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, dit nummer vanaf 1 juli 2003 aanwenden ter vervanging van het inschrijvingsnummer in het handelsregister en het BTW - identificatienummer.

Art. 24. De artikelen 7 tot 20 treden in werking op 1 juli 2003.

Art. 25. Notre Premier Ministre, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes Moyennes, Notre Ministre de l'Economie et Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
J. TAVERNIER

Art. 25. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand, Onze Minister van Economie, en Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid
en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1515

[C — 2003/03216]

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 264, alinéa 1^{er}, 2^o bis, du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne les autres marchés réglementés équivalents aux marchés réglementés visés à l'article 2, 5^o et 6^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet de reconnaître les marchés équivalents aux marchés réglementés visés à l'article 2, 5^o et 6^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, en application de l'article 264, alinéa 1^{er}, 2^o bis du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), inséré par l'article 15, 2^o de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale.

Compte tenu des difficultés d'application du régime du précompte mobilier (Pr.M) aux bonis de liquidation, dans les cas où une société acquiert des actions ou parts propres via une bourse, un 2^o bis a été inséré à l'article 264, alinéa 1^{er}, CIR 92, afin de prévoir une exception technique à la retenue de Pr.M en ce qui concerne les dividendes visés à l'article 186, CIR 92, et ce lorsque la société acquiert des actions ou parts propres qui sont admises sur un marché réglementé, pour autant que la transaction ait lieu sur le marché boursier central d'Euronext ou sur un marché analogue, ce qui implique en pratique qu'il s'agit de transactions pour lesquelles le vendeur et l'acheteur ne sont pas en mesure de s'identifier mutuellement.

Il s'agit de la sorte des actions ou parts qui sont admises sur :

(i) tout marché organisé belge qui est reconnu en qualité de marché réglementé en application de l'article 3 de la loi du 2 août 2002;

(ii) tout marché secondaire d'instruments financiers qui est organisé par une entreprise de marché dont l'Etat d'origine est un Etat membre de l'Espace économique européen autre que la Belgique et qui est reconnu par cet Etat membre en qualité de marché réglementé en application de l'article 1^{er}, 13), de la directive 93/22/CEE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissements dans le domaine des valeurs mobilières;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 1515

[C — 2003/03216]

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 264, eerste lid, 2^o bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de met geregelende markten als bedoeld in artikel 2, 5^o en 6^o, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, gelijkgestelde andere geregelende markten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij aan Uwe Majesteit ter ondertekening voorleggen, heeft als oogmerk, in toepassing van artikel 264, eerste lid, 2^o bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) ingevoegd bij artikel 15, 2^o van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, de met geregelende markten als bedoeld in artikel 2, 5^o en 6^o van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, gelijkgestelde markten te erkennen.

Ingevolge de toepassingsmoeilijkheden van het stelsel van de roerende voorheffing (RV) op liquidatieboni, in de gevallen waarbij een vennootschap eigen aandelen verkrijgt via een beurs, werd in artikel 264, eerste lid, WIB 92, een 2^o bis ingelast teneinde te voorzien in een technische uitzondering op de inhouding van RV wat de dividenden betreft als bedoeld in artikel 186, WIB 92, en zulks wanneer de vennootschap eigen aandelen verkrijgt welke toegelaten zijn tot een geregelende markt, voor zover de verhandeling plaatsvindt op de centrale beursmarkt van Euronext of op een markt van gelijke aard, hetgeen in de praktijk impliceert dat het verhandelingen betreft waarin de verkoper en de koper niet in staat zijn elkaar te identificeren.

Aldus wordt bedoeld, de aandelen die zijn toegelaten tot :

(i) elke Belgische georganiseerde markt die met toepassing van artikel 3 van de wet van 2 augustus 2002 is erkend als geregelende markt;

(ii) elke secundaire markt voor financiële instrumenten die is georganiseerd door een marktonderneming waarvan de Staat van herkomst een andere Lidstaat van de Europese Economische Ruimte is dan België, en die door deze Lidstaat is erkend als geregelende markt met toepassing van artikel 1, 13), van richtlijn 93/22/EEG van de Raad van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten;